

GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – POSTULAT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé:	Date	Heure	Numéro	Département(s)	
	04.11.2014	14:01	14.161	DEAS	
Annule et remplace					

Auteur(s): Fabien Fivaz	Lié à: (Facultatif, cf. art. 241 OGC)
Titre: iGSR	ad
<p>Contenu:</p> <p>Nous demandons au Conseil d'Etat d'étudier la mise en place d'un système de dépôt et de suivi de certaines prestations sociales via le guichet unique.</p>	
<p>Développement (obligatoire):</p> <p>Les guichets sociaux régionaux (GSR) sont les interlocuteurs privilégiés pour la délivrance de la plupart des prestations sociales de l'Etat: aide sociale, bourses d'études, subsides LAMal, etc. Il nous semble qu'une partie de ces demandes pourraient faire l'objet d'une gestion informatique, via le guichet unique. C'est en particulier, mais pas exclusivement, le cas pour les demandes de bourses et de subsides LAMal, les autorisations d'accès aux informations fiscales, etc. Cette proposition pourrait à la fois accélérer une partie des demandes et décharger d'une partie du travail les GSR qui pourraient se focaliser sur des demandes qui exigent un réel suivi et un entretien personnalisé.</p> <p>Position du Conseil d'Etat:</p> <p>Le Conseil d'Etat propose de refuser le postulat Fabien Fivaz 14.161 iGSR, non pas parce qu'il s'oppose au postulat sur le fond, mais parce que la mise en place d'un système de dépôt et de suivi de certaines prestations sociales via le Guichet unique est justement à l'étude dans le cadre des travaux menés concernant la mise en place et le développement du dispositif ACCORD. Le SIEN a procédé à des premiers tests concernant les aspects techniques d'utilisation du Guichet unique dans ce cadre. Toutefois, la date de mise en production de cette application sur le Guichet unique n'est pas encore arrêtée à ce jour. Ce dossier fait partie des priorités listées dans le cadre des travaux que mène l'équipe de projet ACCORD au même titre que l'évolution de la base de données BACEDOS vers une version 1.3 ainsi que d'autres améliorations essentielles au bon fonctionnement du dispositif. Dans la mesure où le Conseil d'Etat ne pourra revenir avec un projet totalement ficelé dans le délai de réponse imposé par le postulat en cas d'acceptation, il propose le refus tout en rendant les députés attentifs au fait que le développement de l'outil est en cours.</p>	

L'urgence est demandée:

oui

non

Auteur ou premier signataire	Autres signataires (suite)
Fabien Fivaz	
Autres signataires (nom, prénom)	
François Konrad	
Cedric Dupraz	

Champs encadrés en rouge = champs à remplir obligatoirement

ENVOYER